



Communiqué de presse

7 octobre 2010

La SNCF ne doit pas faire payer aux usagers le désengagement de l'Etat

La volonté de la SNCF de mettre fin à l'encadrement par l'Etat des prix des billets TGV est une nouvelle étape dans la remise en cause du transport public ferroviaire.

La volonté de l'entreprise publique de déterminer librement ses prix, donc de les augmenter, vise à compenser le désengagement de l'Etat. Cette volonté est notamment la conséquence de l'abandon par l'Etat de ses missions d'aménagement du territoire (il fait peser sur la compagnie la charge des lignes régionales déficitaires) et la multiplication des contraintes qui lui sont imposées, à commencer par l'augmentation des péages ferroviaires. Il est inacceptable que le rail (dont la SNCF, pourtant de santé fragile) soit avec 75 millions d'euros le premier contributeur à la taxe devant compenser le déficit des lignes interrégionales contre 35 seulement pour les sociétés autoroutières.

Cette mesure dessine en filigrane l'horizon de la libéralisation des transports, qui conduira inmanquablement à des difficultés accrues pour leurs usagers.

Alors que le rail doit devenir un moyen privilégié de transport, cette décision ne favorisera pas le report vers le transport ferroviaire. Et la garantie apportée par la SNCF d'une augmentation du nombre de billets « Prem's » nous paraît peu satisfaisante. Une politique tarifaire permettant d'accéder à des billets peu coûteux, dès lors qu'ils sont pris très en avance, est une bonne chose. Elle ne doit cependant pas être payée par les usagers quotidiens du train, à commencer par les salariés devant se rendre sur leur lieu de travail.

Le Parti Socialiste dénonce cette décision budgétaire, comme ses modalités. Si les usagers doivent contribuer au financement de services publics de transport, l'accès de tous doit être garanti par une tarification juste et raisonnable. Le rail, voie d'avenir pour les transports, doit continuer de bénéficier d'un véritable appui de la puissance publique.

Nous réclamons également, pour la SNCF comme pour l'ensemble des services publics des transports, la transparence totale et une clarification des politiques tarifaires.

Yann BENVAYOUN
Secrétaire fédéral au service public et au mouvement social
Fédération du Rhône du Parti socialiste

06 47 54 19 36

65, cours de la Liberté
69003 LYON
T. 04 78 95 98 00
F. 04 78 95 98 09

Contact@partisocialisterhone.fr

Partisocialisterhone.fr